

RCS : EVRY Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 00223 Numéro SIREN : 451 321 335 Nom ou dénomination : CARREFOUR HYPERMARCHES
--

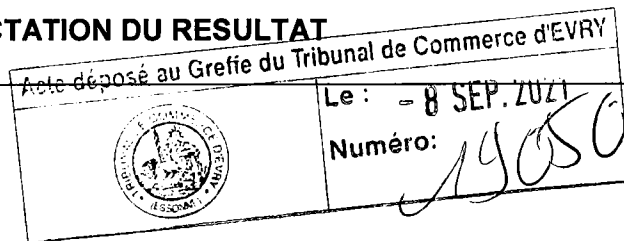
Ce dépôt a été enregistré le 08/09/2021 sous le numéro de dépôt 19050

CARREFOUR HYPERMARCHES

SAS au capital de 20.000.000 euros
Siège social : EVRY (91002) – ZAE Saint Guénault – 1 Rue Jean Mermoz
451 321 335 RCS EVRY

DECISIONS PRISES PAR L'ASSOCIE UNIQUE LE 30 JUIN 2021

AFFECTATION DU RESULTAT



DEUXIEME DECISION

L'associé unique, approuvant la proposition du président, décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2020, soit – **424.465.939,29 euros**, de la manière suivante :

- Affectation au compte de réserves indisponibles pour : - 4.684.400,51 euros
(créé par suite de la réduction du capital social réalisée le 17 décembre 2020)
- Affectation du solde au compte report à nouveau pour : - 419.781.538,78 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'associé unique prend acte de ce qu'il lui a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

POUR COPIE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a horizontal line and a loop.

CARREFOUR HYPERMARCHES

Société par actions simplifiée

1 rue Jean Mermoz ZAE Saint Guenault

92001 Evry-Courcouronnes

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

POUR COPIE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a large, sweeping loop and a horizontal stroke.

MAZARS

61 rue Henri Regnault Tour Exaltis

92075 Paris La Défense Cedex

Capital de 8 320 000 euros

RCS NANTERRE B 784 824 153

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et conseil de surveillance

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

CARREFOUR HYPERMARCHES

Société par actions simplifiée

1 rue Jean Mermoz ZAE Saint Guenault

92001 Evry-Courcouronnes

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'associé unique de la société CARREFOUR HYPERMARCHES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CARREFOUR HYPERMARCHES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 29 juin 2021

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

Deloitte & Associés



Emilie LOREAL



Jérôme de Pastors



Stéphane RIMBEUF

COMPTES ANNUELS

SAS CARREFOUR HYPERMARCHES
EXERCICE CLOS LE 31/12/2020



COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2020

1.1. BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	317 971	316 611	1 359	605
Fonds commercial	1 132 359 635	542 975 149	589 384 486	586 569 640
Autres immobilisations incorporelles	111 925 411	86 868 658	25 056 753	32 083 708
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	63 471 619		63 471 619	63 704 854
Constructions	1 958 536 872	1 306 966 530	651 570 342	633 446 654
Installations techniques, mat. et outillage	1 183 149 544	925 680 339	257 469 205	272 449 070
Autres immobilisations corporelles	98 140 074	82 496 524	15 643 550	18 284 242
Immobilisations en cours	140 213 902		140 213 902	188 777 357
Avances et acomptes	1 653 691		1 653 691	2 311 155
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	106 407 136	55 087 212	51 319 924	34 338 101
Créances rattachées à des participations	597		597	597
Autres titres immobilisés				
Prêts	39 078		39 078	39 078
Autres immobilisations financières	1 787 312		1 787 312	1 920 963
ACTIF IMMOBILISE	4 798 002 841	3 000 391 024	1 797 611 817	1 833 926 023
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 309 506 511	61 725 191	1 247 781 320	1 434 950 183
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	250 650 306	6 564 869	244 085 437	207 144 950
Autres créances	1 147 805 510	11 315 827	1 136 489 684	1 098 120 658
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	92 455 220		92 455 220	96 390 255
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	21 973 172		21 973 172	21 424 766
ACTIF CIRCULANT	2 822 390 719	79 605 887	2 742 784 832	2 858 030 812
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	7 620 393 560	3 079 996 911	4 540 396 649	4 691 956 835

1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 20 000 000)	20 000 000	6 922 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 135 520 848	1 135 520 848
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	692 220	692 220
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	4 684 401	
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	47 401	47 401
Report à nouveau		(1 007 789 897)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(424 465 939)	(914 447 902)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	144 034 114	139 171 084
CAPITAUX PROPRES	880 513 044	(639 884 047)
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	87 828 384	117 076 103
Provisions pour charges	908 700 277	1 045 167 358
PROVISIONS	996 528 661	1 162 243 461
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	1 563 779	1 247 406
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	793 204	373 778
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 655 518 035	1 804 338 858
Dettes fiscales et sociales	532 513 206	531 329 635
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	75 198 753	103 276 424
Autres dettes	396 129 128	1 727 098 509
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 638 838	1 932 810
DETTES	2 663 354 944	4 169 597 421
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	4 540 396 649	4 691 956 835

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2020

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Ventes de marchandises	12 844 994 331		12 844 994 331	12 854 527 173
Production vendue de biens	1 258 455 573		1 258 455 573	1 340 425 611
Production vendue de services	112 877 954		112 877 954	127 854 554
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	14 216 327 857		14 216 327 857	14 322 807 338
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			308 665 421	325 084 761
Autres produits			267 380 663	235 149 056
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			14 792 373 942	14 883 041 156
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			10 621 125 208	10 801 490 527
Variation de stock (marchandises)			193 784 485	28 618 660
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 594 650 675	1 652 904 683
Impôts, taxes et versements assimilés			211 091 641	206 172 751
Salaires et traitements			1 480 069 866	1 491 260 902
Charges sociales			704 253 532	706 707 837
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			197 717 362	197 498 054
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			70 164 697	75 983 709
Dotations aux provisions			101 287 364	136 126 448
Autres charges			18 775 904	20 809 739
CHARGES D'EXPLOITATION			15 192 920 734	15 317 573 310
RESULTAT D'EXPLOITATION			(400 546 792)	(434 532 154)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations			2	3
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			37 197	12 459
Reprises sur provisions et transferts de charges			33 738 677	466 349
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			33 775 876	478 811
Dotations financières aux amortissements et provisions			32 767 763	15 897 562
Intérêts et charges assimilées			4 808 187	4 966 174
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			37 575 950	20 863 736
RESULTAT FINANCIER			(3 800 074)	(20 384 925)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(404 346 866)	(454 917 079)

CARREFOUR HYPERMARCHES

Comptes annuels au 31/12/2020

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	239 239	4 679 086
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 287 400	1 449 523
Reprises sur provisions et transferts de charges	205 330 867	127 761 554
PRODUITS EXCEPTIONNELS	209 857 506	133 890 163
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	166 912 150	134 588 846
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 459 487	3 418 626
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	53 262 451	447 826 717
CHARGES EXCEPTIONNELLES	224 634 089	585 834 189
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(14 776 583)	(451 944 026)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	11 746 480	11 281 648
Impôts sur les bénéfices	(6 403 990)	(3 694 851)
TOTAL DES PRODUITS	15 036 007 324	15 017 410 130
TOTAL DES CHARGES	15 460 473 263	15 931 858 032
BENEFICE OU PERTE	(424 465 939)	(914 447 902)

ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Au cours de l'année 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé durement l'économie mondiale et a engendré une situation grave et inédite. Face à cette pandémie, les équipes de Carrefour ont fait preuve de réactivité, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire, puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide.

Le Groupe a mis en œuvre des mesures fortes de protection de la santé des collaborateurs et des clients.

Le modèle multi-format a permis de répondre aux besoins des consommateurs pendant les différentes phases de la crise. Il est à noter que l'offre d'e-commerce alimentaire a connu un fort succès cette année.

Etant une entreprise de première nécessité en tant que distributeur alimentaire, Carrefour a pu continuer à opérer normalement durant les périodes de confinement strict. Cela a également été le cas des franchisés Carrefour.

Ainsi, dans ce contexte, la crise sanitaire n'a pas affecté la capacité de la société à poursuivre ses activités.

Opérations de recapitalisation

La société a procédé à une opération de recapitalisation le 17 décembre 2020, à savoir :

- réduction de son capital à zéro par apurement partiel du report à nouveau débiteur,
- augmentation de son capital social d'un montant de 1 940 000 K€, ladite augmentation ayant été souscrite en totalité par la société Carrefour France par compensation avec une créance liquide et exigible de cette dernière à l'encontre de la société,
- puis réduction de son capital social d'un montant de 1 920 000 K€ par apurement total du report à nouveau débiteur et par apurement d'une partie des pertes prévisibles de l'exercice 2020 de la société.

Dans le cadre d'une opération de recapitalisation de sa filiale, la société Hyperadour, en date du 22 décembre 2020, la société a :

- souscrit à une augmentation de capital d'un montant de 42 000 K€ (soit 420.000 actions de 100 euros) par compensation avec une créance détenue par la société à l'encontre de la société Hyperadour,

- procédé à l'annulation de 320.000 actions de la société Hyperadour, consécutivement à la réduction du capital de cette dernière, à hauteur de 32 000 K€.

Mise en location-gérance

La société a procédé au cours de l'exercice 2020 à la mise en location-gérance de ses fonds de commerce d'hypermarché sis à Cherbourg (50), Epernay (51), Fecamp (76), Gueret (23), Hazebroucq (59), Lorient (56), Moulins (03), Niort (79), Orléans (45) et Sens Maillot (89) au profit de sociétés franchisées du Groupe Carrefour.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Pour ceux acquis avant le 1^{er} janvier 2017, ils sont, fiscalement, amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs affecté à ce fonds de commerce.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 3 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 2 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

- **Participations, autres titres immobilisés**

La valeur brute correspond au coût d'acquisition hors frais accessoires.

Ces actifs font l'objet d'un test de dépréciation mis en œuvre à chaque clôture afin de vérifier que leur valeur nette comptable, le cas échéant intégrant la valeur nette comptable des malis techniques affectés, n'excède par leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base de plusieurs critères :

- La valeur des capitaux propres
- La réévaluation liée à la valeur des capitaux propres, intégrant le cas échéant les survaleurs liées à l'actif immobilisé, comprenant les fonds de commerce, les autres actifs corporels et les titres de participations),
- Ou une valorisation composite estimée sur la base de prévisions raisonnables d'exploitation ou sur la base de données observables lorsqu'il en existe (multiple de chiffre d'affaires et/ ou d'agrégat du compte de résultat de transactions récentes, offres reçues de repreneurs, multiples de valeurs boursières d'entreprises comparables) ou d'analyses effectuées par des experts internes ou externes, ajustée, le cas échéant, de la dette nette de l'entité testée.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Lorsque la valeur d'utilité est négative, un complément de provision est constaté par voie de provision pour risques et charges, à hauteur de celle-ci.

Ces dotations, ainsi que les reprises le cas échéant, sont constatés en résultat financier, tandis que le résultat des cessions est constaté en résultat exceptionnel.

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.

- **Stocks de marchandises**

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO (« premier entré, premier sorti »).

Cette valorisation incorpore l'ensemble des éléments constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues (à l'exception des gains et des pertes de change) et prend également en compte la totalité des conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopérations commerciales).

Les stocks des activités « grossistes » sont valorisés selon la méthode du Prix de Revient Moyen Pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé sur la base des perspectives d'écoulement, minoré des coûts additionnels nécessaires à la vente.

Une provision est constituée lorsque le prix de vente probable devient inférieur à la valeur d'inventaire.

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

- **Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail**

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à **446 732 749** euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **446 732 749** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- **446 732 749** euros au titre des engagements de retraite ;
- **0** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuair, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **0.40 %**
- Taux moyen d'évolution des salaires : **2.2 %**
- Taux de charges sociales : **43 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;
- Un âge de départ à la retraite à 63 ans.

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus	1 129 444 789	2 914 846				1 132 359 635
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	107 577 526	5 256 083		590 227		112 243 381
TOTAL	1 237 022 315	8 170 929		590 227		1 244 603 017

CARREFOUR HYPERMARCHES
Comptes annuels au 31/12/2020

4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	63 704 854		215 859	17 376		63 471 619
Constructions sur sol propre	640 284 503	24 008 808		1 095 421		663 197 890
Construction sur sol d'autrui	4 324 501			334		4 324 166
Instal générales, agencement	1 204 170 294	96 271 285		9 426 763		1 291 014 816
Installations, matériels	1 136 084 158	63 595 463		16 530 077		1 183 149 544
Autres Immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	117 781			18 840		98 941
Matériel de bureau et informatique, mobilier	92 655 243	6 848 232		1 462 341		98 041 133
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	188 777 357	38 410 974	86 974 429			140 213 902
Avances et acomptes	2 311 155		657 465			1 653 691
TOTAL IMMOS CORPORELLES	3 332 429 844	229 134 762	87 847 752	28 551 152		3 445 165 702
Participations	64 083 732	42 324 000				106 407 732
Autres Immobilisations financières	1 960 041	48 802		182 453		1 826 390
TOTAL IMMOS FINANCIERES	66 043 773	42 372 802		182 453		108 234 122
TOTAL	3 398 473 618	271 507 563	87 847 752	28 733 604		3 553 399 824

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2020
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus	30 731					30 731
Fonds réévalués en 1976						
Autres Immobilisations Incorporelles	75 393 214	12 116 269	418 541	94 328		87 185 269
TOTAL	75 423 945	12 116 269	418 541	94 328		87 216 000

4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2020
Terrains						
Constructions et agencements	1 206 548 303	99 062 825	7 384 896	(44 043)		1 298 182 190
Installations - Matériels	862 162 126	77 073 363	14 968 079	(60 033)		924 207 377
Autres Immos corporelles	74 488 781	9 464 904	1 461 035	3 875		82 496 524
TOTAL	2 143 199 210	185 601 092	23 814 000	(100 201)		2 304 886 092

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	29 078 740	80 517 279		51 438 539	29 078 740
Terrain	4 091 173	4 091 173			4 091 173
Construction	7 133 658	12 984 527	6 344 691		6 639 836
Autres Immobilisations corporelles					
Titres de Participation					
TOTAL	40 303 571	97 592 979	6 344 691	51 438 539	39 809 749

4.1.6. Stocks d'immobilisations

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur brute au 31/12/2020	Provisions	Valeur nette au 31/12/2020
Stocks immo - prom. Immobilière		2 653 301	2 653 301				
TOTAL		2 653 301	2 653 301				

CARREFOUR HYPERMARCHES
Comptes annuels au 31/12/2020

4.1.7. Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2020	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	1 826 987	0	1 826 987
Créances rattachées à des participations	597		597
Prêts	39 078		39 078
Autres immobilisations financières	1 787 312		1 787 312
ACTIF CIRCULANT :	1 420 428 988	1 420 428 988	0
Créances clients	250 650 306	250 650 306	
Etat : impôts et taxes diverses	98 734 711	98 734 711	
Autres créances	1 049 070 800	1 049 070 800	
Charges constatées d'avance	21 973 172	21 973 172	
TOTAL	1 422 255 975	1 420 428 988	1 826 987
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.8. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	39 075 140
Autres créances	365 956 090
Disponibilités	
TOTAL	405 031 230

4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de 20 000 000 euros divisé en 200 000 actions de chacune 100,00 euros.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	6 922 200	1 940 000 000				-1 926 922 200		20 000 000
Prime d'émission, fusions, Apport	1 135 520 848							1 135 520 848
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	692 220							692 220
Réserves réglementées						4 684 401		4 684 401
Autres réserves	47 401							47 401
Report à nouveau	(1 007 789 897)				-914 447 902	1 922 237 799		
Résultat de l'exercice	(914 447 902)		424 465 939		914 447 902			(424 465 939)
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées	139 171 084	23 975 090	19 112 060					144 034 114
TOTAL	-639 884 047	1 963 975 090	443 577 999					880 513 044

CARREFOUR HYPERMARCHES
Comptes annuels au 31/12/2020

4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
Provisions réglementées :	139 171 084	23 975 090	19 112 060		144 034 114
- Amortissements dérogatoires	139 171 084	23 975 090	19 112 060		144 034 114
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	1 162 243 463	131 065 404	296 780 205		996 528 663
- Provisions risque clients		2 597 979			2 597 979
- Provisions risque fournisseur	16 064 698	4 395 844	9 777 995		10 682 547
- Provisions risque personnel	10 291 899	3 056 987	4 661 823		8 687 063
- Provisions risques litige contrats procès	3 014 348	1 375 941	347 650		4 042 639
- Provisions autres risques	378 271 995	90 429 463	109 897 835		358 803 623
- Provisions charges IDR	428 257 724	27 447 709	8 972 684		446 732 749
- Autres provisions pour charge	326 342 799	1 761 481	163 122 217		164 982 063
Provisions pour dépréciation :	665 471 637	102 441 781	80 018 598		687 894 819
- Sur immobilisations incorporelles	542 944 418				542 944 418
- Sur immobilisations corporelles	10 257 302				10 257 302
- Sur immobilisations financières	29 745 035	32 277 084	6 934 907		55 087 212
- Sur stock	68 340 813	61 725 191	68 340 813		61 725 191
- Sur actif circulant clients douteux	6 435 399	2 375 147	2 245 676		6 564 869
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	7 748 670	6 064 359	2 497 202		11 315 827
TOTAL	1 966 886 182	257 482 275	395 910 863		1 828 457 593
Dont :					
- Exploitation		171 452 061	156 841 319		
- Financier		32 767 763	33 738 677		
- Exceptionnel		53 262 451	205 330 867		

4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut au 31/12/2020	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	1 563 779			1 563 779
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 655 518 035	1 655 218 035	300 000	
Personnel et comptes rattachés	198 810 007	198 810 007		
Dette sécurité sociale et organismes sociaux	230 083 961	230 083 961		
Dettes fiscales	103 619 238	103 619 238		
Autres dettes	396 129 128	396 129 128		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	75 198 753	75 198 753		
Produits constatés d'avance	1 638 838	1 638 838		
TOTAL	2 662 561 739	2 660 697 960	300 000	1 563 779
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Fournisseurs et comptes rattachés	218 766 960
Dettes fiscales et sociales	335 932 587
Autres dettes	17 600 335
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	64 255 642
TOTAL	636 555 524

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	21 973 172			21 973 172
Produits constatés d'avance	1 638 838			1 638 838

4.3. RESULTAT

4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
<u>Répartition par secteur d'activité :</u>	
- Ventes de marchandises en l'état	12 844 994 331
- Productions de biens	1 258 455 573
- Prestations de services	112 877 954
	14 216 327 858
<u>Répartition par marché géographique :</u>	
- France	14 216 327 858
- Etranger	
	14 216 327 858

4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
Produits exceptionnels :	209 857 506
- Sur opérations de gestion	206 513
- Rentrées sur créances amorties	32 726
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	27 401
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	4 259 999
- Produits de cession sur immobilisations financières	
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	19 112 060
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	90 200
- Reprise provisions pour litiges divers	
- Reprise provisions autres risques et charges	186 128 607
- Reprise provisions dépréciation d'actif	
Charges exceptionnelles :	224 634 089
- Sur opérations de gestion	160 571 275
- Frais de personnel	6 070 206
- Amendes et Pénalités	270 669
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	171 686
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	4 256 281
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	31 520
- Dotations aux amortissements dérogatoires	23 975 090
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	
- Dotations provisions autres risques	29 287 361
- Dotation provision dépréciation d'actif	

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	(404 346 866)	-27 233 880
Résultat exceptionnel - participation	(26 523 063)	
Contribution sociale de 3.3 %		
Ecart IS N-1		20 829 891
TOTAL :	-430 869 929	-6 403 990
Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant. Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.		

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt (1)
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations	386 030 046	106 158 263
Provisions pour dépréciation des stocks	61 725 191	16 974 428
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants	217 900	59 923
Provisions Risques et Charges	627 624 523	172 596 744
Participation	11 746 480	3 230 282
Provisions pour congés payés		
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	90 159 050	24 793 739
Abattements sur stock	1 512 728	416 000
Fidélité	11 373 721	3 127 773
TOTAL :	1 190 389 639	327 357 152
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix		
- Amortissements dérogatoires	144 034 114	39 609 381
Subventions d'équipement		
Plus-values de fusion restant à réintégrer	741 259 389	203 846 332
Coupons d'obligations non déchus		
TOTAL :	885 293 503	243 455 713
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement		
TOTAL :		
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement		
TOTAL :		

(1) Le taux utilisé est 27.5 %

5.2. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidences des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	(424 465 939)
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris Impact CICE et CIR)	(6 403 990)
Résultat avant impôt	(430 869 929)
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	4 863 030
- Amortissements fiscaux dérogatoires	4 863 030
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	(426 006 899)

5.3. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	4 636
Agents de maîtrise	170
Employés, ouvriers	52 461
TOTAL :	57 266

5.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.4.1. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions				
- Nantissements				
- Autres				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres				
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	241 441 365	190 146 105	36 757 940	14 537 320
Liés aux prestations de services	72 478 742	61 487 399	10 991 343	
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	5 556 712	2 673 000	2 883 712	
TOTAL	319 476 818	254 306 503	50 632 995	14 537 320
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	92 171 065	24 449 475	60 374 663	7 346 927
Créances garanties	1 985 600	810 400	725 200	450 000
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers	1 785 000	1 785 000		
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds				
Liés aux locations	15 569 298	3 633 750	4 190 578	7 744 970
Liés aux locations gérance	2 277 762	2 277 762		
TOTAL	113 338 725	32 956 387	65 290 440	15 541 897

5.5. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 2 044 059 600 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

5.6. INTEGRATION FISCALE

La société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2004 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par la société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4

5.7. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(cf. pages suivantes.)

SAS CARREFOUR HYPERMARCHES

EN EUROS

5.9. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2020

PARTICIPATIONS	CAPITAL	AUTRES CAPITAUX PROPRES	QUOTE PART CAPITAL DETENU	VALEUR TITRES BRUTE	VALEUR TITRES NETTE	PRETS ET AVANCES CONSENTES	CAUTIONS ET AVALS FOURNIS	CHIFFRE D'AFFAIRE DERNIER EXERCICE	RESULTAT DERNIER EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES	OBSERVATIONS
A - RESEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE ASTREINTE A PUBLICATION											
1) FILIALES (50% ou moins capital)											
CORSAIRE	2 630 000.00	-1 695 675.73	100.00	16 153 000.00	15 416 000.00			2 810 000.03	653 841.61		
HYPERADOUR (covicar 28)	10 020 000.00	1 789 933.39	100.00	42 020 000.00	11 809 933.39			120 073 614.36	-3 812 079.10		
MY DESIGN	930 500.00	-21 682 626.11	66.00	10 517 456.00	0.00	596.54			2 042 511.93		
SODIMODIS	1 000 000.00	5 240 862.81	100.00	37 388 364.00	23 765 775.07			55 368 153.37	-2 224.25		
2) participations (de 10 à 49% capital)											
<u>participations françaises</u>											
<u>participations étrangères</u>											
B - RESEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS											
FILIALES FRANCAISES											
FILIALES ETRANGERES											
PARTICIPATIONS FRANCAISES				328 315.56	328 215.56					1.54	
PARTICIPATIONS ETRANGERES											
	14 580 500.00	-16 347 505.64		106 407 133.56	51 319 924.02	596.54	0	181 251 768	-1 117 950	1.54	